

# **Sommaire**

## I. Le « cours de rattrapage » au capitalisme

Introduction	1
Décollectivisation et ouverture aux capitaux étrangers	2
Des entreprises privatisées et une banque centrale	3
L'Organisation Mondiale du Commerce et la Chine	4
« L'État-parti entrepreneur »	5
II. Le modèle chinois entre avantages et inconvénients	
Les réussites économiques et sociales	6
Le rêve chinois en marche	7
L'envers du décor : la répression	8
Corruption et favoritisme	9
Les tigres en papier	11

L'Union européenne est le premier partenaire commercial de la Chine. La Chine est aujourd'hui la première source d'importation de l'Union¹. C'est un partenariat économique mais aussi politique que l'Union voudrait conclure avec la Chine, maîtresse de la non ingérence dans les affaires étrangères. L'Europe veut tout simplement être de la partie et refuse, malgré sa situation actuelle, de se voir mise « hors-jeux » ou au second plan des thématiques internationales. Telle est aussi la vision des États-Unis, confirmée avec la politique du pivot d'Ouest en Est et les coopérations économiques et même militaires² orchestrées par ces deux géants. La Chine est aujourd'hui la deuxième puissance mondiale et supplante désormais de loin le Japon resté bloqué sur la 3ème marche du podium³.

La curiosité des occidentaux pour la Chine n'a cessé de grandir, particulièrement avec le transfert à l'Est des pouvoirs économiques. Pour comprendre les succès et l'intérêt suscité par la Chine, il convient d'analyser la véritable nature du système économique et politique chinois d'aujourd'hui, basé sur un « nouveau capitalisme d'État », modèle de croissance hybride qui valse entre secteur public et privé. La Chine devrait devenir la première puissance économique mondiale en 2016 d'après l'OCDE<sup>4</sup>. Elle peut d'ores et déjà en réclamer le titre. Le capitalisme d'État fait référence au contrôle et au dirigisme par l'État des moyens de production et donc du capital et des entreprises. Le mot « nouveau » suggère de revisiter cette définition. C'est le degré de dirigisme qui diffère de cette définition classique avec un certain dynamisme paradoxal du secteur privé en République Populaire de Chine.

Le Parti Communiste Chinois (PCC), entré au pouvoir en 1949, proclamant la République Populaire de Chine, avait pour objectif prioritaire l'industrialisation du pays pour réduire rapidement l'écart avec les pays développés. La Chine est aujourd'hui jalousée. Comment le capitalisme d'État chinois s'est-il développé, où en est-il et est-il durable ? Ce capitalisme « illibéral » qui fait aujourd'hui le succès de la Chine que nous connaissons, nous allons l'analyser en deux parties. Premièrement, nous tenterons de définir ce capitalisme d'État chinois en voyant tout d'abord les étapes de son apparition en 3 décennies puis dans une seconde partie, nous verrons les conséquences positives de ce capitalisme d'État pour la Chine mais aussi ses conséquences néfastes non seulement pour son économie mais aussi pour la survie du régime.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Site du Service européen pour l'action extérieure : eeas.europa.eu/china

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> U.S. Department of Defence (2013), *Military and Security Develoments involving the People's Republic of China*, Washington, DC, Executive summary, p60-64

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> FMI, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2014

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> OECD (2013), OECD Economic Surveys: China 2013, OECD Publishing

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Stephan A. Halper (2010), The *Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-first Century*, Basic Books

Pour tout d'abord définir ce capitalisme d'État, il convient de comprendre les étapes de son développement. L'artisan à la manœuvre de l'ouverture de la Chine est Deng Xiaoping, secrétaire général du Parti Communiste Chinois de 1956 à 1967 puis dirigeant de la République Populaire de Chine de 1978 à 1992. Il demeura jusqu'en 1997, date de son décès, un référant pour le régime. Cet homme est donc considéré comme étant à l'origine des progrès économiques actuels de la Chine. Comment ? Par un « cours de rattrapage au capitalisme<sup>6</sup> » avec des réformes autoritaires menées depuis les années 80 qui ont permis le développement des richesses du pays. Maître d'œuvre de cette révolution capitaliste, cette dernière se fait en trois temps et passe par la destruction de l'ancien système. « Seul le prince qui sait à la fois produire et détruire sera un conquérant. Il sera fort. Gouverner, c'est détruire : détruire les parasites, détruire ses propres forces, détruire l'ennemi ». Cette citation tirée du *Livre du prince Shang* rédigé au IVe siècle avant notre ère par Shang Yang, ministre d'un des sept royaumes combattants qui se partageaient alors la Chine, est bouleversante de sens pour définir ces 3 étapes qui ont mené la Chine à être la seconde puissance économique mondiale.

Notre vision occidentale de la Chine du XXIème siècle, est celle d'une Chine où l'agriculture est décollectivisée, les entreprises privatisées et où la libéralisation économique actuelle semble annoncer une certaine libération politique. Cette vision est en partie vraie. L'intégration de la Chine aux échanges internationaux a été permise par une transition économique accomplie grâce à trois décennies de réformes. Tout commence en 1978, date clef du début des réformes de Deng Xiaoping. Cette réforme se divise en deux grands volets. Le premier est celui de la décollectivisation des terres agricoles et le second celui de l'ouverture de la Chine aux capitaux étrangers. Point important, la fin de la collectivisation des terres va mener à l'essor des entreprises dites « de bourg ».Ce sont les premières structures capitalistes de moindre échelle qui apparaissent. Elles reflètent le vent du changement. Elles sont composées des groupements de paysans qui s'improvisent artisans, transporteurs ou font des échanges, le tout sous contrôle des autorités locales<sup>7</sup>.

L'ouverture de la Chine sous forme de zones économiques spéciales (ZES), destinées à attirer les investissements directs étrangers et à accroître le commerce, s'étend sur quatorze villes côtières. C'est une mesure moderne pour la Chine des années 1980. Des devises étrangères vont rentrer sur le pays ce qui va avoir des conséquences directes sur la macroéconomie chinoise. Avec ces devises étrangères, il est désormais possible d'importer ce dont la Chine a besoin. Un transfert des technologies d'Est en Ouest va donc s'en suivre. Mesure moderne car expérimentale, ces zones sont des laboratoires d'expérimentations de nouvelles politiques économiques<sup>8</sup>. Dès 1978, la Chine recourt pour la première fois aux investissements directs étrangers et aux emprunts sur le marché international.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Marie-Claire Bergère (2013), Chine, le nouveau capitalisme d'Etat, Editions Fayard

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Liu Shiding et al. (2008), *La nouvelle sociologie chinoise*, CNRS Editions

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Michael Oborne (1986), Les zones économiques spéciales, Etudes du Centre de Développement, OCDE

Des zones à tradition commerçante comme Shenzen ou la province de Guangzhou sont préférées en tant que premières ZES où sont donc concrètement appliquées toutes les simplifications administratives possibles. Certaines entreprises vont s'en servir, et ce, pas forcément de façon conventionnelle. Ainsi nous voyons des dérives apparaître comme entre autres la variation perpétuelle des salaires et un développement inégalitaire des ZES. En 1982, une estimation de l'OCDE confirme que la zone de Shenzen est 55% moins productive que celle de Hong Kong. Il n'en reste pas moins que la productivité des entreprises industrielles de ces zones reste largement supérieure à celle du reste de la Chine bien que subissant par la suite des problèmes d'inflation dus à l'utilisation de ces devises étrangères.

Loin du « Grand Bond en avant » de Mao Zedong, politique économique mise en œuvre de 1958 à 1960 reposant sur la propagande, la stimulation de la production agricole et l'élargissement des infrastructures industrielles, Deng Xiaoping, dans le respect de son prédécesseur mais dans des orientations fondamentalement différentes lance la seconde phase en 1992. Toujours à travers la « dictature démocratique du peuple<sup>9</sup> » sous la direction unique du PCC celle-ci a pour but de privatiser les entreprises et faire de la Banque Populaire de Chine une banque centrale responsable de la politique monétaire.

De plus en plus d'entreprises sont privatisées. L'importance accordée aux gestionnaires augmente ainsi que les responsabilités des chefs d'entreprise. Effectivement, l'Etat encourage leurs employés à créer des entreprises dites « affiliées ». Ces ouvriers transformés en entrepreneurs « étatiques » sont en fait aidés par leurs entreprises respectives (et donc l'État) qui leur prête un capital de départ, à rembourser si l'affaire est rentable<sup>10</sup>. L'économie étatique légalise donc ici une certaine économie marchande qui délègue certaines des activités les plus rémunératrices des entreprises nationales à des filiales « privées ». C'est à ce moment là que l'État va institutionnaliser la faillite des entreprises qui tardent à rembourser. Les gestionnaires, qui sont entrepreneurs mais toujours employés d'État vont parallèlement vider les entreprises nationales de leurs dernières compétences pour juste leur laisser les charges sociales et leurs dettes bancaires. La réforme bancaire va venir appuyer cette politique. Entre 1993 et 1994 la Banque Populaire de Chine devient une banque centrale, responsable de la politique monétaire et de la supervision du système financier. Il existe donc une banque centrale, contrôlée par l'État, principale source de fonds, qui a pour mission de prêter avant tout aux entreprises commerciales contrairement aux multiples banques commerciales, qui elles, prêtent principalement aux entreprises d'État composées de dépôts individuels et d'entreprises<sup>11</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Jean-Pierre Duteil (2009), *La Chine de 1949 à nos jours*, Clio

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Antoine Keren (1997), *Shenyang : des entreprises d'Etat, acteurs de la transition chinoise*, CERIA, série rouge.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> La Chine dans l'économie mondiale Réussir la réforme des entreprises en Chine, 13 avril 2001, OCDE

L'expression « Retenir les grands lâcher les petits » prend ici tout son sens. De ces privatisations organisées va suivre la faillite des petites et moyennes entreprises trop endettées dont l'État s'est en réalité désengagé. Les entreprises restantes sont devenues des sociétés par actions et peuvent désormais lever des capitaux sur le marché chinois et à l'international. Ces entreprises vont se voir décharger des responsabilités sociales dans une situation de croissance favorable de 1992 à 1997. De cette privatisation résulte plutôt des entreprises « non publiques » que privées, issues des anciennes entreprises d'État. Aujourd'hui, la plupart des entreprises de haute technologie chinoises résultent de cette transition 12. L'objectif désigné est ici une économie socialiste de marché comme un système alternatif de transition à l'économie de marché, et ce, sans passer par un capitalisme sauvage 13.

Après ces vingt années de réformes, l'économie de marché est enfin prête à réellement se développer. Ceci correspond à la troisième phase de ce « cours de rattrapage au capitalisme » en 3 décennies. Son développement sera d'autant plus rapide : la Chine adhère à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) le 11 décembre 2001. C'est un véritable grand bond en avant de l'économie chinoise, désormais intégrée au marché mondial. Cette date ancre le processus de réformes économiques internes et d'ouverture. La Chine est désormais ouverte au commerce mais aussi aux investissements. Dans un monde en proie à une compétition économique de plus en plus importante, l'accession de la Chine à l'OMC permet à sa politique de réformes de ne plus être remise en cause au sein du parti.

Les barrières tarifaires qui pèsent sur les importations vont être diminuées et les restrictions quantitatives aux échanges pour la plupart supprimées. Le droit des affaires est harmonisé avec la législation internationale. Les restrictions sur les investissements directs étrangers dans les industries manufacturières sont allégées et les services marchands (banques, assurances, distribution) ouverts aux investisseurs étrangers. La Chine va accueillir les investissements directs internationaux mais ne va pas se contenter d'exporter des marchandises grâce à ses nombreux avantages comparatifs mais va aussi investir sur le marché mondial. De 2001 à 2010, les échanges extérieurs augmentent de 30% par an.

Parallèlement, la Chine est devenue le deuxième pays d'accueil des investissements directs internationaux<sup>14</sup>. La libéralisation économique menée par le parti communiste en rupture avec l'économie planifiée est un succès.

Thèse de monsieur Qi Zhang, Lille 1, 2007, L'adaptation des entreprises d'Etat chinois à l'ouverture économique : conditions institutionnelles et adaptations stratégiques. Cette thèse détermine de quelle façon un Etat peut liquider une entreprise publique et les conséquences directes sur les gagnants et les perdants de ce processus.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Marie-Claire Bergère (2013), Op. cit

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> La Chine à l'OMC : quel bilan ? Françoise Lemoine, CEPII, billet du 22 décembre 2011.

La Chine est désormais intégrée au concert des nations. Politiquement, cette entrée dans l'OMC permet d'accélérer les réformes entreprises dans le pays et la Chine n'a apparemment plus intérêt aujourd'hui à revenir en arrière<sup>15</sup>. Wen Jiabao, premier Ministre de 2003 à 2013 a promis que la Chine garderait ses portes ouvertes pour toujours<sup>16</sup>.

Nous avons vu que le capitalisme peut être contrôlé par le régime post-léniniste qu'est la Chine ou plutôt post-maoïste. L'État s'est bien retiré par rapport au système de planification soviétique mais n'a pas le rôle libéral et non interventionniste rêvé par l'Ecole de Chicago. L'État a conservé des moyens d'action par la finance comme nous l'avons vu. Les entreprises nationales n'ont plus rien à voir avec les entreprises socialistes sous Mao Zedong. Mais attention, « tout ce qui n'est pas majoritairement publique n'est pas forcément privé »<sup>17</sup>. Ainsi, la restructuration des entreprises publiques a mené à la transformation des bureaucrates chinois en véritables patrons d'affaires. Ils sont néanmoins tous dirigés par le PCC. L'État-parti est ici entrepreneur, ce qui explique la frontière poreuse entre public et privé et donc l'efficacité d'application mais aussi le succès actuel des politiques économiques chinoises. Aucune décision économique importante ne se prend sans l'accord du parti dirigeant. La souplesse du marché chinois obtenue après les 3 décennies de réforme et le monopole du pouvoir font la particularité et la réussite du capitalisme d'État chinois.

La réussite économique de la Chine, par son développement économique et social interne, son modèle de développement structurel dans le monde et particulièrement en Afrique, son principe de non-ingérence dans les affaires internationales mais aussi la tolérance de la corruption (bien qu'un combat contre cette dernière est actuellement mené depuis l'élection du président Xi Jinping<sup>18</sup>) jalousent sur quelques points les Occidentaux. Est-ce justifié ? Pour tenter d'y répondre, nous verrons dans une seconde partie les conséquences positives de ce capitalisme d'État pour la Chine mais aussi ses conséquences néfastes non seulement économiques et sociales mais aussi pour la survie du régime. Autrement dit, nous parlerons de sa viabilité économique et populaire.

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Nicolas Occis (2001), Les enjeux de l'adhésion de la Chine à l'OMC, IFRI

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> China in the WTO: Past, Present and Future, Permanent Mission of China to the WTO, 2012

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Marie-Claire Bergère (2013), Op. Cit

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> « Xi Jinping le tout-puissant », Le Monde, 25 mars 2014

Les succès de cet « État programmeur<sup>19</sup> », dont les mesures du capitalisme étatique s'appliquent sur un fond d'intervention et même d'organisation de l'économie par l'État, ont permis à la Chine d'être dans le haut des classements économiques internationaux. L' « atelier du monde » a aujourd'hui évolué vers d'autres horizons. La Chine fournit à la moitié du monde téléphones mobiles, ordinateurs, télévisions et n'est pas en reste sur les progrès de l'industrie lourde. C'est le premier producteur mondial de charbon, d'acier et d'aluminium. La balance commerciale confirme les réussites de ces secteurs d'activité. En effet, en 2013, la Chine a exporté l'équivalent de 80% du PIB français<sup>20</sup>. Son PIB par habitant sur la période 2003-2013 a connu une augmentation de 60,46 %<sup>21</sup> passant de 3749\$ à 6091\$ d'après les dernières analyses de la Banque Mondiale. Relativisons les choses en comparant ces chiffres avec ceux de la Région Administrative Spéciale (RAS) de Hong-Kong dont le PIB par habitant passe de 30697\$ à 36796\$ sur la même période, soit une augmentation de 19,86%.

Effectivement, ces réussites économiques ont des répercussions positives sur la société chinoise. Les grandes famines récurrentes dues à l'Utopie Maoïste et au système dictatorial n'existent plus<sup>22</sup>. La Banque Mondiale estime aujourd'hui que seulement 10% de la population chinoise vit encore sous le seuil de pauvreté contre 65% en 1981. La Chine a fortement développé l'accès à l'éducation, désormais obligatoire et moderne, des cahiers et matériel nécessaire à l'enseignement en classe jusqu'à la scolarisation pour tous. Encore plus surprenant, les enfants de migrants et ceux issus des minorités ethniques ont même des avantages en point pour l'équivalent de notre baccalauréat. Le taux de scolarisation en Chine est équivalant à celui de la France soit 99% des enfants de 15 à 24 ans d'après l'UNESCO. La « loi sur la protection sociale » en 2010 couvre désormais légalement des principes généraux concernant la retraite, la maladie, les accidents du travail, la grossesse et le chômage. Cette protection sociale très « capitaliste » a été elle aussi permise par les réformes des entreprises d'État et de l'économie privée. Des salaires réévalués à environ 20% par an à l'établissement du contrat de travail en 2008, le droit du travail a été considérablement amélioré<sup>23</sup>.

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> Zhan Su, Les débats autour du capitalisme d'Etat et ses conséquences, University of International Business & Economics, Chine, 2013

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> La Chine a exporté pratiquement l'équivalent du PIB français, *Challenges*, 10 janvier 2014, Challenges.fr

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Formule: taux de variation = ((Va - Vd) / Vd) \*100

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Yang Jisheng (2012), Stèles : *La grande famine en Chine, 1958-1961*, Seuil

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Agletta Michel et Bai Guo (2012), *La voie chinoise, capitalisme et empire*, Odile Jacob

Une classe moyenne, définie par des critères économiques tels le niveau de revenus, le niveau de consommation, la catégorie professionnelle mais aussi par des critères sociaux comme par exemple le niveau d'éducation, semble se dessiner dans les grandes villes chinoises. Le concept de classe moyenne est aujourd'hui plus que questionnable et est même rejeté par le PCC, justement de par la diversité de ses critères mais surtout pour des raisons politiques que nous verrons par la suite. Il existe pourtant de fait des groupes sociaux qui résultent de l'essor du marché comme les entrepreneurs, créés de toute pièce par l'État. Le modèle économique reposant sur des exportations bon marché, à l'heure même où s'amorce une désindustrialisation<sup>24</sup>, est repensé par le Parti pour concentrer ses efforts sur la consommation des ménages chinois qui a encore de longs jours devant elle pour profiter dès maintenant de ses avantages (des équipements ménagers aux nouveaux loisirs) et en assumer les conséquences plus tard.

La politique volontariste de l'État et les possibilités amenées par l'économie de marché apportent un dynamisme social à la Chine et un intérêt du monde à son égard. Nous pouvons même parler dans l'autre sens du regard majoritairement positif des chinois sur l'avenir de leur pays contrairement à certaines stigmatisations occidentales sur le régime autoritaire (et non plus dictatorial) de Pékin. « Pour nous (la patrie, le peuple), le but fondamental des réformes est que notre pays soit plus riche et plus fort, notre société plus juste, et que notre peuple mène une vie plus heureuse. » Ces mots du président Xi Jinping datent du 31 décembre 2013. Ce but fondamental à atteindre par les réformes est celui du rêve chinois. Un rêve de prospérité économique, stratégique et culturelle orchestré par le Parti. D'après une étude du Pew Research Centre, 83% des Chinois sont résolument optimistes sur leur avenir contre 9% des Français. Ce rêve chinois est désormais possible de par l'ouverture du pays mais aussi sous l'impulsion d'un homme et de sa vision, Xi Jinping. Le parallèle avec le rêve américain, concernant les libertés fondamentales et l'ascension sociale par le mérite est ici facile à faire. La Chine a le sentiment d'être entrée dans une période où les rêves sont réalisables, tout comme l'ont été ceux des américains. L'Empire chargé de traditions féodales, impériales mais aussi révolutionnaires, semble rajeunir et galvanisé sous les mots du chef du Parti communiste et de l'armée. N'y voyons pourtant aucune morale universelle, modèle, ou vocation à imposer au reste du monde.

Une population nourrie, qui a vu ses revenus augmenter, le développement de sa consommation, de son capital culturel, de ses droits, ne peut semblerait-il que remercier ses dirigeants. C'est dans cette transposition que l'occidental doit se placer pour comprendre pleinement le système économique, social et politique chinois. Le Parti tire aujourd'hui sa légitimité du succès de ses réformes appliquées sur l'économie et la société chinoise. Que lui reprocher ? Pour autant, les succès remportés par ce nouveau capitalisme d'État l'ont été grâce à un contrôle des libertés, l'utilisation de la répression, l'exaltation nationaliste et la

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Caroline Mignon (2013) Chine : la consommation privée, clé de voûte du futur équilibre économique, *Les Echos*, 27 février 2013, bourse.lesechos.fr

manipulation des marchés. Encore aujourd'hui, des conséquences néfastes de ce capitalisme d'État pèsent sur la Chine. Nous parlerons de répression et de corruption mais aussi et surtout de tigre en papier, expression venant du chinois « zhǐ lǎohǔ » pour qualifier une chose apparemment menaçante mais qui est en réalité inoffensive.

Pour parler des conséquences néfastes liées au développement et à l'apparition du capitalisme d'État chinois, partons du constat des répressions de la Place Tian'anmen en 1989. Comme vu dans la première partie sur le cours de rattrapage au capitalisme, la Chine de 1989 est en pleine réforme agricole et d'ouverture au monde. Les succès de cette dernière provoquent nombre de déstabilisations économiques : inflation, endettement extérieur, déséquilibres régionaux. Les manifestants de la place Tian'anmen protestent contre l'idéologie stalinienne du communisme chinois et demandent des réformes démocratiques telles des élections libres ou encore une presse libre d'expression. Les étudiants vont encore plus loin et rédigent un papier demandant une enquête sur la corruption au sein des leaders politiques du Parti. Demandes que le gouvernement n'accuse pas et considère le mouvement de rassemblement sur la place et dans la Chine comme une conspiration organisée ayant pour but le renversement du régime. Étudiants et ouvriers font face aux 200 000 soldats de l'armée de libération du peuple mobilisée par Deng Xiaoping. Le massacre des étudiants, ouvriers et intellectuels ne se rattache en aucun cas à l'idéologie socialiste ou communiste<sup>25</sup>. C'est un État policier instrumentalisé contre le peuple qui sonne la charge sur la place. Dans un régime où le léninisme fusionne avec l'économie de marché, l'argent côtoie déjà le pouvoir au sein du Parti. C'est une bourgeoisie qui se réclame du communisme qui a tué les prolétaires manifestants. Au moment où la production globalisée émerge, beaucoup comme Washington tournent leur regard vers la Chine. Le massacre est rejeté unanimement par la communauté internationale, mais pas l'appât du gain que représente la main-d'œuvre chinoise peu coûteuse et prête à servir le capitalisme libéral. Le terme de marché libre n'est pas approprié à un régime dit communiste, parlons plutôt d'une économie de marché « socialiste » de laquelle nombre de dirigeants vont s'enrichir. Au-delà des réformes nécessaires au pays, cette bourgeoisie « révolutionnaire » qui se sert d'un modèle hybride, le capitalisme d'Etat, se sépare de l'idéologie socialiste par la corruption, autre fléau que celui de la répression.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> John Chan (2009), Origins and consequences of the 1989 Tiananmen square massacre, *World Socialist Website* 

La corruption des élites communistes est encore moins acceptable aujourd'hui. Sur le succès économique des réformes, certains bureaucrates du Parti se sont enrichis en spéculant. La propension à épargner des chinois est élevée tandis que la consommation des ménages ne représente que seulement 34% du PIB. Nous savons qu'aujourd'hui, la majorité du produit intérieur brut (PIB) chinois passe dans des investissements comme les transports, les routes ou bien encore les logements. Pour ce qui est du reste, une part de mystère plane sur celui-ci. Yves Montenay, président de l'Institut Culture, Économie et Géopolitique pose l'hypothèse de fuite à l'étranger à grande échelle, par peur de la viabilité du modèle chinois<sup>26</sup>. Corruption et favoritisme au sein du Parti érodent le principe de capitalisme d'État pour un capitalisme « de copinage » (crony capitalism). En effet, les entrepreneurs « bureaucrates » sont de vrais hommes d'affaires chargés de la gestion des grandes entreprises publiques et sont de facto liés au régime. Certains entrepreneurs n'hésitent pas à renoncer à des idéaux sociaux contre un enrichissement personnel ou familial. Sans contrepouvoir il paraît difficile d'enrayer cette corruption. La célèbre chute de Bo Xilai, exsecrétaire du PCC démontre les liens et les conflits d'intérêts au plus haut niveau politique entre « les fonctions officielles des dirigeants du Parti et les activités commerciales de leur progéniture »<sup>27</sup>. Les dynasties seraient-elles donc toujours d'actualité ? L'actuel président Xi Jinping est le fils de l'ancien premier ministre Xi Zhongxun. Son oncle est actuellement président-directeur général de l'International Energy Conservation Environmental Protection Association qui prône un développement économique mais aussi durable<sup>28</sup>. Le gendre de Deng Xiaoping est aujourd'hui à la tête du consortium d'État Poly Group, spécialisé dans les travaux publics, les mines et les ressources énergétiques<sup>29</sup>. Il y a un favoritisme flagrant des enfants issus des familles des dirigeants du PCC qui concentrent pouvoir politique et économique. Ces « entrepreneurs politiques » peuvent-être à l'origine d'une future fracture sociale dangereuse pour le régime. La corruption, dont tout le monde est au courant mais ferme les yeux, a été identifiée comme la première cause d'insatisfaction en Chine. 30

Les politiques menées provoquent des montagnes de dettes pour le pays qui a été tiré par l'investissement publique financé par l'emprunt aux banques chinoises, à majorité contrôlées par l'État. C'est donc sur ce modèle et en creusant sa dette que la Chine obtient désormais plus péniblement chaque année son taux de croissance<sup>31</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Yve Montenay (2014), Quand la Chine s'effondrera, 6 janvier 2014, Les Echos.fr

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Patrick Boehler (2012), Fils de prince, affaires et corruption, septembre 2012, *Le Monde Diplomatique* 

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> Site internet de l'organisation : http://www.ieepa.us/

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Site internet de China Poly Group Corporation (l'équipe du CA y est consultable): http://www.poly.com.cn/

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> Valérie Niquet (2007), Le XVIIème congrès du Parti communiste chinois : éclairage sur le fonctionnement d'un système, Centre Asie IFRI

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> Harold Thibault (2013), En Chine, davantage de dettes pour moins de croissance, 4 septembre 2013, Le Monde.fr

Que cela signifie-t-il? Que les fondamentaux de la croissance chinoise sont actuellement faussés. Cette dette amassée est dangereuse pour les comptes des collectivités locales, de l'État et donc de la survie du modèle hybride chinois. Marie-Claire Bergère (2013) explique que le régime autoritaire tire sa légitimité principalement des chiffres de la croissance (secondairement du consensus nationaliste, en cas d'échec du premier?). Le dynamisme social que connaît actuellement la Chine est né de la croissance accélérée de ces dernières décennies. L'amélioration des conditions de vie n'a pas mené à une revendication de changement politique de la part des chinois. Une sorte de pacte est passé entre l'Étatparti et la classe moyenne dont nous avons parlé précédemment. Son enrichissement est assuré par les politiques économiques du régime en échange de quoi, cette classe s'en remet pleinement au PCC et est préservée du « *chaos, seule alternative au règne du parti* »<sup>32</sup>. Le régime, jusqu'ici, a survécu à la perte totale de son modèle de production socialiste et de son idéologie marxiste-léniniste, sur lesquels il s'interroge perpétuellement.

L'interventionnisme de l'État et la libéralisation comme politique économique caractérisent la première phase d'industrialisation des pays développés comme par exemple celle de la France sous Colbert. L'Occident aimerait que la Chine prenne ses responsabilités sur la scène internationale dans les grands enjeux globaux comme le terrorisme ou l'environnement. Les dirigeants chinois quant à eux considèrent leur pays toujours en voie de développement. La théorie des cycles de Kondratiev, cas d'école, qui alterne entre des phases longues d'expansion (investissements de masse) et des phases longues de ralentissement de l'activité économique (surinvestissements, plus de profit) semble maitrisée parfaitement par la Chine. Effectivement, en phase actuellement ascendante, elle investie en masse, donne des libertés aux entrepreneurs, lève les obstacles aux flux de capitaux. Au contraire, en phase descendante, elle est prête à restreindre l'utilisation des schémas libéraux par le rôle dirigiste de son régime. Tout ceci fait mauvais échos aux accords signés lors de l'adhésion chinoise à l'OMC. La notion d'innovation majeure, c'est à dire de progrès technique qui permettrait à la phase ascendante de perdurer de longues années est un problème pour la Chine, et ce, de par le même interventionnisme. La complexité de ce capitalisme « illibéral » rend le futur du pays et les hypothèses quant à l'avenir de son modèle difficilement perceptibles. Voyons pour finir après la répression et la corruption, un troisième point noir et certainement l'un des plus problématiques pour la viabilité et la pérennité économique du pays : le problème des entreprises chinoises, les « tigres en papier ».

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> Marie-Claire Bergère (2013), Op. cit, p177

Les entreprises d'État, véritables « championnes nationales » comme PetroChina, Sinopec ou encore Chine Mobile sont les clefs du système du capitalisme d'État. Elles dominent leur branche respective au niveau national et concurrencent les multinationales sur le marché mondial. L'État actionnaire se permet alors de transférer ses fonds d'une entreprise à une autre selon ses besoins. Les protections et les faveurs accordées à ces entreprises par le pouvoir sont les seules raisons de leur survie. Je m'explique. Percevant les faveurs de l'État dirigiste telles des terrains à un prix dérisoire, l'obtention de crédits bancaires à faible taux, le contrôle du cours du yuan par rapport au dollar, les autorisations pour lever des capitaux à l'international, ces entreprises nationales sont intouchables par la concurrence des entreprises privées chinoises. Dans le cas des entreprises étrangères, cellesci devront payer le prix pour s'installer sur le territoire chinois, ce qui explique les plaintes à l'encontre de la Chine à l'OMC<sup>33</sup>.

La théorie libérale est ici quelque peu mise à mal. Ces entreprises étant sous « perfusion » de l'État, elles ne sont pas incitées à être compétitives et innovantes face aux multinationales étrangères. Le vice est double. Premièrement, la Chine attire nos entreprises et leurs innovations technologiques avec. Elles en disposent donc directement sans transition préalable par la Recherche et le Développement (R&D). Deuxièmement, l'État entrepreneur assure artificiellement par l'injection de fonds le maintient de ces compagnies championnes respectives dans les matériaux de construction, le pétrole ou encore les télécommunications au niveau national et international. Sans R&D, ces entreprises ne sont pas certaines d'exister sans le soutien de l'État. Elles ne seraient pas ou peu compétitives et par conséquent criblées de dettes à réellement rembourser. C'est donc un modèle de croissance qui fait ses preuves mais qui n'est pas pérenne. Voilà ce que nous appelons les « tigres en papier » (Marie-Claire Bergère 2013), peut-être une des raisons pourquoi la Chine investit dans le monde entier.

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> Site internet de l'Organisation Mondiale du Commerce : www.wto.org

Pour conclure, nous avons vu que les succès économiques émanent du cours de rattrapage au capitalisme entrepris par Deng Xiaoping dès 1979 sont fulgurants. Celui que l'on surnomme « le Petit Timonier » en référence à Mao Zedong, le « Grand Timonier », a ouvert la voie des réformes économiques qui nous amènent au régime hybride de la Chine d'aujourd'hui. Entre idéologie communiste et économie de marché, le capitalisme d'État chinois obtient de son dirigisme des politiques économiques l'ouverture du pays à l'économie de marché et à une déferlante des investissements directs à l'étranger. L'explosion de la consommation dans les grandes villes vient appuyer ces théories mais l'idée d'un enrichissement général de l'idéologie socialiste résiste mal au temps.

Comme nous l'avons vu plus haut, la croissance est source de légitimité du parti unique en place. Bien qu'importante, la croissance chinoise est à la recherche d'un second souffle. Si les inégalités sociales se creusent la frustration des classes moyennes se fera de plus en plus sentir. Le modèle de capitalisme d'État favorise la croissance chinoise mais jusqu'à un certain stade de développement. Il répond aussi à certains partenariats internationaux, notamment avec l'Afrique, dans les investissements structurels, peut-être plus efficaces que nos aides européennes au développement. Les modes opératoires du capitalisme libéral et le dirigisme du PCC prêtent à définir ce capitalisme «illibéral». La frontière entre privé et public est poreuse, ainsi, l'État est le promoteur de la croissance économique car toutes les décisions émanent de son dirigisme. L'économie chinoise a enregistré une croissance de 7,7% sur l'année 2013. L'objectif fixé par Pékin de 7,5% du PIB est donc accompli<sup>34</sup>. C'est le taux le plus bas depuis 13 ans, pourtant, inutile de faire la comparaison avec nos économies européennes : la division par zéro est futile.

Les dérives du nouveau capitalisme chinois, par le fait que régime et entreprises restent étroitement liés, se portent principalement sur une importante corruption de laquelle découle un certain favoritisme au sein des grands groupes. Avec des niveaux de dettes jamais atteints, la question de la solvabilité et de la viabilité des « champions nationaux » chinois est désormais d'actualité.

Il est important de prendre du recul sur ces aspects économiques pour comprendre et définir ce capitalisme d'État chinois. Il faut aussi s'appuyer sur des références historiques et culturelles comme la tradition commerciale de la Chine, sa bureaucratie méritocratique ou bien encore l'éthique confucéenne du travail et de l'épargne. Le succès actuel du modèle réside aussi peut-être dans l'échec des occidentaux à faire face à leurs crises successives. Au capitalisme d'État chinois nous pouvons y ajouter le mot nouveau. En effet, bien naïf est de penser que ce capitalisme va mener à la démocratisation pure et simple du pays (théorie libérale). Le monopole du parti politique de par ses résultats positifs et l'amélioration des conditions de vie des chinois renforce au contraire son monopole.

\_

 $<sup>^{34}</sup>$  Harold Thibault (2014), La croissance chinoise à son plus bas depuis treize ans, 20 janvier 2014, Le Monde.fr

Il est difficile comme nous l'avons vu d'évaluer la viabilité de ce système hybride unique à la Chine et difficilement exportable. Le sentiment socialiste est perceptible quand le gouvernement investit dans l'éducation, la santé ou bien encore fait des concessions sur le droit du travail en 2008. Le changement s'insinue donc doucement mais sûrement. Le régime se maintient dans un statut quo avec le peuple qui peut y trouver un compromis. De cette façon lente et progressive, rien ne laisse paraître à ce que Pékin s'impose brutalement plus de démocratie. Mais la société civile chinoise avance. L'État conjugue aujourd'hui des stratégies de censure et de concession. C'est donc la nuance ou plutôt le degré de dirigisme du parti unique qui implique cette nouveauté. Dans un cadre international et des conditions économiques et sociales inédites pour la Chine, le Parti communiste accompagne et contrôle le changement d'une main autoritaire et flexible à la fois, suscitant admiration et crainte chez ses « amis » occidentaux.

Aux rencontres faites de Pékin à Xi'an l'été dernier, en passant par les campagnes du Shanxi, je ne crois pas que les valeurs chinoises ont sombré dans l'égoïsme et même si un jour le capitalisme libéral doit s'imposer, ces mêmes valeurs ne mourront pas.

《不管白猫、黑猫,逮住老鼠就是好猫》 -邓小平-

« Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape les souris, c'est un bon chat »

- Deng Xiaoping -

### - Bibliographie -

#### Articles de presse

John Chan (2009), Origins and consequences of the 1989 Tiananmen square massacre, World Socialist Website

Patrick Boehler (2012), Fils de prince, affaires et corruption, septembre 2012, Le Monde Diplomatique

Caroline Mignon (2013) Chine : la consommation privée, clé de voûte du futur équilibre économique, *Les Echos*, 27 février 2013, bourse.lesechos.fr

Harold Thibault (2013), En Chine, davantage de dettes pour moins de croissance, 4 septembre 2013, *Le Monde.fr* 

Harold Thibault (2014), La croissance chinoise à son plus bas depuis treize ans, 20 janvier 2014, Le Monde.fr

Yve Montenay (2014), Quand la Chine s'effondrera, 6 janvier 2014, Les Echos.fr

La Chine a exporté pratiquement l'équivalent du PIB français, Challenges, 10 janvier 2014, Challenges.fr

« Xi Jinping le tout-puissant », Le Monde, 25 mars 2014

#### Sites internet

Site internet de l'Organisation Mondiale du Commerce : www.wto.org

Site internet de l'organisation : www.ieepa.us

Site internet de China Poly Group Corporation (l'équipe du CA y est consultable): www.poly.com.cn/

Site du Service européen pour l'action extérieure : eeas.europa.eu/china/

#### Livres

Antoine Keren (1997), Shenyang : des entreprises d'Etat, acteurs de la transition chinoise, CERIA, série rouge.

Stephan A. Halper (2010), The Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-first Century, Basic Books

Agletta Michel et Bai Guo (2012), La voie chinoise, capitalisme et empire, Odile Jacob

Yang Jisheng (2012), Stèles: La grande famine en Chine, 1958-1961, Seuil

**Documents officiels** (Gouvernement, organisation et centre de recherche)

Michael Oborne (1986), *Les zones économiques spéciales*, Etudes du Centre de Développement, OCDE

Nicolas Occis (2001), Les enjeux de l'adhésion de la Chine à l'OMC, IFRI

La Chine dans l'économie mondiale Réussir la réforme des entreprises en Chine, 13 avril 2001, OCDE

Valérie Niquet (2007), Le XVIIème congrès du Parti communiste chinois : éclairage sur le fonctionnement d'un système, Centre Asie IFRI

Liu Shiding et al. (2008), La nouvelle sociologie chinoise, CNRS Editions

Françoise Lemoine (2011), La Chine à l'OMC : quel bilan ?, CEPII, billet du 22 décembre 2011

China in the WTO: Past, Present and Future, Permanent Mission of China to the WTO, 2012

U.S. Department of Defence (2013), *Military and Security Develoments involving the People's Republic of China*, Washington, DC, Executive summary, p60-64

Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2014, FMI

OECD Economic Surveys: China 2013, OECD Publishing

#### **Travaux universitaires**

Thèse de Monsieur Qi Zhang, Lille 1, 2007, L'adaptation des entreprises d'Etat chinois à l'ouverture économique : conditions institutionnelles et adaptations stratégiques.

Jean-Pierre Duteil (2009), La Chine de 1949 à nos jours, Clio. Article du professeur Duteil à l'université Paris VIII

Zhan Su, Les débats autour du capitalisme d'Etat et ses conséquences, University of International Business & Economics, Chine, 2013